

Je vais vous dire pourquoi je suis ici, avec des mots que j'ai empruntés à un vieux manifeste célèbre. Je suis ici parce que :

Un spectre hante l'Europe - le spectre de la démocratie. Toutes les puissances de la vieille Europe ont conclu une sainte alliance pour exorciser ce spectre: les banquiers parrainés par les États et l'Eurogroupe, la Troïka et le Dr Schäuble, les héritiers du legs politique de Franco, le leadership berlinois du SPD, les gouvernements baltes qui ont soumis leurs populations à une récession terrible et inutile, et l'oligarchie grecque en résurgence.

Je suis ici en face de vous parce qu'une petite nation a choisi de s'opposer à cette sainte alliance. Pour la regarder dans les yeux et lui dire : Notre liberté n'est pas à vendre, notre dignité n'est pas aux enchères. Si nous renonçons à la liberté et à la dignité, comme vous l'exigez, l'Europe perdra son intégrité et renoncera à son âme.

Je suis ici en face de vous parce que rien de bon ne peut arriver en Europe qui ne parte pas de la France.

Je suis ici en face de vous parce que le printemps d'Athènes qui a uni les Grecs leur a redonné:

- Leur sourire
- Leur courage
- Leur liberté contre la peur
- La force de dire non à l'irrationalité
- Non à la non-liberté
- Non à la subjugation qui au final ne bénéficie même pas à l'Europe forte et puissante

Le magnifique Printemps d'Athènes, qui a culminé à 62% par un Non majestueux à la non-raison et à la misanthropie,

Notre Printemps d'Athènes, qui était aussi une chance pour un printemps de Paris, un printemps de Frangy, de Berlin, de Madrid, de Dublin, d'Helsinki, de Bratislava, de Vienne.

Je suis ici parce que notre Printemps d'Athènes a été écrasé, comme le fut celui de Prague. Bien sûr pas par des tanks, mais par des banques. Comme Berthold Brecht l'a dit une fois "*Pourquoi envoyer des assassins quand nous pouvons recourir à des huissiers?*" Pourquoi faire un coup d'état quand vous pouvez envoyer le président de l'Eurogroupe dire, au nouveau ministre des finances d'un gouvernement fraîchement élu, trois jours après son entrée en fonction, qu'il a le choix entre le programme d'austérité antérieur qui a plongé son pays dans une énorme dépression, ou la fermeture de ses banques nationales? Pourquoi envoyer des

troupes quand des visites mensuelles de la Troïka peuvent contrôler chaque département du gouvernement et écrire chaque loi du pays?

### **Les élections ne peuvent rien changer**

Lorsque, durant ma première réunion de l'Eurogroupe, en février, j'ai suggéré aux ministres des finances un compromis entre le programme antérieur d'austérité de la Troïka et l'agenda de réformes de notre nouveau gouvernement, Michel Sapin a pris la parole pour me donner raison – pour argumenter avec éloquence en faveur d'un terrain d'entente entre le passé et le futur, entre le programme de la Troïka et le manifeste électoral de notre nouveau gouvernement que les Grecs venaient juste d'élire.

Le ministre des finances allemand intervint immédiatement : "*Les élections ne peuvent pas changer quoi que ce soit. Si à chaque fois qu'il y a une élection les règles changeaient, l'Eurozone ne pourrait pas fonctionner.*"

Reprenant la parole, je répondis que, vu la façon dont notre Union était conçue (très, très mal!) peut-être que le Dr Schäuble marquait un point. Mais j'ajoutai "*S'il est vrai que les élections ne peuvent rien changer, nous devrions être honnêtes et le dire à nos citoyens. Peut-être devrions-nous amender les traités européens et y insérer une clause suspendant le processus démocratique dans les pays obligés de d'emprunter auprès de la Troïka. Suspendre les élections jusqu'à ce que la Troïka décide qu'elles pourront se tenir. Pourquoi soumettrions-nous notre peuple au rituel d'élections coûteuses si les élections ne peuvent rien changer? Mais, ai-je demandé à mes collègues ministres, est-ce que l'Europe est d'accord avec ça ? Est-ce que nos peuples ont voté pour ça?"*

*Pensez-y, admettre une telle chose serait le meilleur cadeau à faire au parti communiste de Chine, qui lui aussi croit que les élections constituent une complication dangereuse entravant l'efficacité du gouvernement. Bien sûr ils ont tort. Comme Churchill l'a dit, la démocratie est un système terrible. Mais c'est la meilleure de toutes les alternatives, également en termes d'efficacité économique à long terme.*

Un silence glacé s'est installé pendant quelques secondes dans l'Eurogroupe. Personne, même le si souvent abrasif Mr Djisselbloem, ne trouvait quoi que ce soit à dire, jusqu'à ce que des collègues d'Europe de l'Est brisent le silence avec une autre incantation sortie du Livre des psaumes de l'austérité de la Troïka. Du coin de l'oeil je voyais l'air désolé de Michel Sapin. Je me rappelais une chose qu'il m'avait dite à Paris, quand je l'avais rencontré pour la première fois dans son bureau: "*La France n'est plus ce qu'elle était*".

Depuis mon jeune âge je trouvais dans la France mon inspiration, peut-être me souvenant de la façon dont la réémergence de la Grèce dans le monde moderne avait été inspirée par la révolution française, et alors des citations de Voltaire et Rousseau résonnaient dans ma tête. En ce moment-là, le silence de Michel fut très difficile à supporter. La perception de l'impuissance est le signe avant-coureur d'une Europe qui s'est égarée.

### **Un coup d'état très européen**

Retour vers les jours de notre dictature 1967-1974, quand les tanks occupaient les rues d'Athènes, et que les démocrates Grecs venaient en France, voyageant vers l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, le Canada, l'Australie, afin d'obtenir un soutien pour la nation grecque assiégée. Afin de galvaniser la solidarité avec le peuple grec dans sa lutte contre la dictature fasciste.

Amis, je ne suis pas ici aujourd'hui afin de rallier un soutien pour la démocratie grecque écrasée.

Je suis ici pour exprimer le soutien du peuple grec et sa solidarité avec la démocratie française.

Pour ce qui est vraiment en jeu. La démocratie française. La démocratie espagnole. La démocratie italienne. La démocratie à travers toute l'Europe. La Grèce a été, et demeure malheureusement, un laboratoire où les forces destructrices de l'austérité ont été essayées et testées. La Grèce n'a jamais été la question pour la Troïka et ses favoris. Vous l'êtes!

Il n'est pas vrai que l'intérêt de nos créanciers soit d'obtenir leur argent de l'état grec. Ou qu'ils veuillent voir la Grèce réformée. Si tel avait été le cas, ils auraient discuté sérieusement nos propositions de restructurer la dette publique grecque de façon à le permettre. Ils ont plutôt insisté sur notre reddition. C'est la seule chose qui les préoccupait. Ils voulaient une seule chose : confirmer la maxime du Dr Schäuble selon laquelle les élections ne sont pas autorisées à changer quoi que ce soit en Europe. Que la démocratie s'arrête quand l'insolvabilité commence. Que les fières nations confrontées à des questions de dettes doivent être condamnées à la prison de dette, dans laquelle il est impossible de produire la richesse nécessaire pour rembourser les dettes et obtenir la libération. Et c'est ainsi que l'Europe, maison commune, est devenue cage de fer partagée.

C'est important. Vous lisez des journaux et écoutez des programmes de radio et de télévision qui vous bombardent avec des douces histoires selon lesquelles l'Eurogroupe, la Troïka autour desquels l'Europe est construite, proposent à la Grèce des programmes d'austérité à titre de RÉFORMES, pour la forcer à développer son économie défailante afin qu'elle paie ses dettes et cesse de peser sur le reste de l'Europe.

Seulement, ce n'est pas ainsi que l'Europe fonctionne en pratique. Si vous étiez une mouche sur le mur observant nos négociations, vous verriez comme je l'ai vu qu'une seule chose intéressait Mme Lagarde, M. Draghi, M. Juncker, certainement le Dr Schäuble: nous dicter les "termes de la reddition". Des termes qui mettent fin au Printemps d'Athènes. Des termes qui effacent le sourire de ceux qui à travers l'Europe nous regardaient et pensaient qu'une nouvelle politique est possible. Des termes incroyables imposés par les créanciers, garantissant que nous, l'endetté, ne pourrions pas rembourser nos dettes, anciennes et nouvelles.

## **Remède toxique**

Beaucoup d'entre vous demanderont, à juste titre: Mais pourquoi les créanciers imposent-ils à la Grèce des conditions qui réduisent sa capacité à leur rembourser ses dettes? Pourquoi les créanciers demandent-ils au gouvernement grec de faire des choses qui l'empêchent de mettre

en oeuvre de vraies réformes? Des réformes qui amélioreraient la place de la Grèce en Europe? Se pourrait-il que la Troïka soit simplement en train d'essayer de faire prendre à la Grèce un remède amer mais nécessaire? Et que les Grecs ne veuillent pas prendre leur remède? Ne veuillent pas faire leurs devoirs, comme pourrait le dire Mme Merkel?

Ce sont des questions cruciales. Pour vous, pour le peuple de France. Pourquoi? Parce que si nous, Grecs, sommes responsables de nos propres problèmes, et s'il est vrai que nous soyons gâtés, paresseux, refusant de faire nos devoirs et de prendre notre remède amer, alors vous n'avez rien à craindre. Vous ne devriez pas perdre de temps à écouter des gens comme moi.

Mais si, en fait, le remède que l'on nous demande de prendre encore et encore est toxique, si nous avons fait nos devoirs mais que le maître ne veut même pas les lire, alors ce qui arrive dans des endroits comme la Grèce n'a rien à voir avec la Grèce. Cela concerne la politique de l'Europe, de la France en particulier.

Aussi soyons clairs: le remède n'est pas juste amer. Il est toxique. Un médecin délivrant une telle potion à un patient serait arrêté et radié de l'Ordre des médecins. Mais dans l'Eurogroupe le fait que la potion tue le patient est vue comme la preuve que le remède est bon. Que la dose doit être augmentée!

Pendant cinq ans, le programme d'austérité de la Troïka a créé la récession la plus longue et la plus profonde de notre histoire. Nous avons perdu un tiers de notre revenu collectif. Le chômage est passé de 10% à 30% dans un pays où seulement 9% des chômeurs ont déjà reçu des allocations de chômage. La pauvreté a submergé 2 de nos 10 millions de concitoyens.

En 2010, l'Etat grec a fait faillite. Il ne pouvait pas payer ses dettes aux banques françaises et allemandes. Alors, qu'est-ce que l'Europe a fait? Elle a décidé de donner à l'Etat grec en faillite le prêt le plus important dans l'histoire, sous des conditions d'austérité qui ont réduit le revenu devant permettre de payer les énormes prêts, anciens et nouveaux. Un enfant de dix ans pourrait dire que la personne en faillite ne peut pas s'en sortir avec de nouveaux prêts si on lui impose des conditions faisant chuter ses revenus.

L'austérité diminue les revenus tandis que les dettes grossissent. Toujours plus de dette, sous la forme de nouveaux prêts d'urgence, à condition qu'une austérité de plus en plus forte sape de plus en plus les revenus : cela conduit avec une précision mathématique à une catastrophe.

Tout le monde le savait. Alors, pourquoi l'Europe l'a-t-elle fait? Parce que l'objectif n'était pas de renflouer la Grèce, l'Irlande, le Portugal ou l'Espagne! L'objectif était de sauver la Deutsche Bank, BNP Paribas, Finanz Banque, la Société Générale, les banques allemandes et françaises avec l'argent des contribuables, et de faire peser le fardeau sur le plus faible des Européens, en provoquant une crise humanitaire en Grèce et une récession à combustion lente en France.

Et puis, quand il fut révélé que toute cette austérité avait augmenté la dette grecque de 120% à 180% du revenu national, au lieu de la réduire, que fit l'Europe officielle? La même chose en 2012, en 2013, en 2014. Les revenus ont continué à baisser, la pauvreté a augmenté, le chômage a atteint le record du monde, tout le monde devait de l'argent à tout le monde et personne ne pouvait payer. Une politique économique consistant à prêter à l'état plus d'argent payé par les plus faibles des citoyens ne pouvait pas marcher. Comme Macbeth qui a commis crime après crime, essayant de cacher son crime précédent en en commettant un nouveau, la

Troïka a ajouté sauvetage toxique après sauvetage toxique, étendant la crise, l'approfondissant, en ne cessant de prétendre qu'elle était sur le point d'être résolue.

C'est ce processus misanthrope qui a éteint l'espoir en Grèce de 2010 à 2015. En janvier dernier, nous avons été élus pour redonner espoir. Plutôt que de nous asseoir dans l'ombre et de maudire l'obscurité, nous avons décidé d'allumer une bougie. Pour donner de l'espoir et une autre chance à la rationalité. Et les gens l'ont remarqué. La petite bougie que nous avons allumée a illuminé les visages des gens, et pas seulement en Grèce.

Du point de vue de la Sainte Alliance de la vieille Europe, c'était un crime terrible pour lequel nous, et ceux qui avaient voté pour nous, devions être punis. Avec un autre prêt énorme. Avec plus d'austérité autodestructrice portant notre dette publique à 205% du revenu national. Avec une autre décision de l'Eurogroupe condamnant notre peuple à des souffrances inutiles pour le crime odieux d'avoir espéré et, pire encore, que l'espoir se propage dans le reste de l'Europe.

### **Un terrain d'entente?**

Pour en revenir à mes premiers pas dans l'Eurogroupe, je dois dire que j'y allais avec la volonté de trouver un terrain d'entente, comme Michel Sapin. Permettez-moi de vous lire des extraits de mon intervention dans laquelle je proposais un nouveau partenariat avec les institutions et avec mes collègues, les autres ministres des Finances:

*Le nouveau partenariat que nous vous proposons devrait être basé sur des objectifs réalistes et des politiques efficaces.*

*Nous, le nouveau gouvernement grec, devons gagner une monnaie très précieuse sans dilapider un bien capital: nous devons gagner votre confiance, sans perdre la confiance de notre peuple - des électeurs qui, pour le moment, nous approuvent fortement. Une telle approbation est un important capital dans la lutte de l'Europe pour réformer la Grèce et la rendre stable et normale.*

*En cette période de changement, nous percevons vos préoccupations au sujet des intentions de notre gouvernement. Nous devons, de toute évidence, les apaiser.*

*Je suis ici aujourd'hui pour vous transmettre un message clair sur le programme et les engagements du nouveau gouvernement envers ses partenaires de l'Eurogroupe.*

*La Grèce, en tant que membre de la zone euro, s'engage pleinement à trouver une solution discutée conjointement entre les partenaires, afin de renforcer notre union monétaire.*

*Nous nous engageons à coopérer de bonne foi avec tous nos partenaires européens et internationaux, sur un pied d'égalité.*

*Nous nous engageons à des finances publiques saines. La Grèce a fait un vaste ajustement au cours des cinq dernières années avec un immense coût social. Son déficit est maintenant en dessous de 3% en termes nominaux, en baisse de 15% en 2010. Nous avons maintenant un excédent primaire et notre excédent structurel, tel que mesuré par le Fonds monétaire international, est le plus grand dans l'UE.*

*Le nouveau gouvernement prend cet ajustement comme point de départ. Nous souhaitons maintenant aller de l'avant, sur la base d'un nouveau partenariat mutuellement bénéfique avec nos partenaires européens.*

*Nous nous engageons à de profondes réformes structurelles.*

*Notre programme de réforme vise à recréer la confiance entre les citoyens grecs, la croissance de l'économie, et la crédibilité en Europe. Il reconnaît le besoin de réformes profondes pour ancrer la prospérité à long terme de la Grèce dans la zone euro.*

*Nous reconnaissons que le programme d'ajustement précédent reflète les engagements pris par la Grèce et ses partenaires de l'Eurogroupe.*

*Nous reconnaissons les efforts considérables déployés par les contribuables de vos pays pour soutenir la dette de la Grèce et maintenir l'intégrité de l'euro.*

*Cependant, des objectifs budgétaires autodestructeurs et irréalistes ont été imposés à notre pays et à la population: ils doivent être révisés. Un objectif d'excédent primaire de plus de 3% du revenu national n'a pas de précédent historique dans une situation ressemblant à celle de la Grèce aujourd'hui. Il sera tout simplement impossible pour notre pays de se développer si nous continuons sur la voie de l'austérité imposée à notre économie car elle sape la croissance. C'est également tout à fait incompatible avec la réalisation d'un ratio durable dette-revenu.*

*Le nouveau contrat que nous proposons de discuter avec vous devrait reconnaître cette évidence.*

*Le nouveau contrat se fondera sur les réformes qui sont «possédées» par des citoyens et des institutions nationales, en utilisant de nombreux éléments de l'ordre du jour politique convenu précédemment. Cela signifie également que l'espoir de prospérité partagée doit être relancé à travers l'Europe.*

*Nous voulons discuter avec vous de ce programme du pays qui reflète à la fois nos contraintes potentielles et spécifiques. Nous souhaitons que notre croissance soit inclusive, fondée sur l'investissement, et des gains de productivité. Une croissance fondée sur une compression supplémentaire du coût du travail ne peut pas marcher en Grèce et a été rejetée par notre peuple.*

*Basé sur des objectifs d'excédent primaire plus réalistes et sur le programme de réforme et de croissance de notre pays, le nouveau contrat que nous proposons permettra de restaurer une trajectoire durable de la dette.*

*Nous invitons le Fonds monétaire international à travailler avec nous pour évaluer la soutenabilité de la dette grecque fondée sur les engagements du gouvernement. La Grèce sera prête à faire des propositions concrètes à ses partenaires, en temps voulu, sur une série d'instruments novateurs pour réduire le fardeau de la dette de manière efficace, y compris les échanges de dettes.*

Ensuite, j'ai conclu avec ces mots:

*Chers collègues,*

*L'Europe est entière et indivisible, et le gouvernement de la Grèce estime que la Grèce est un membre permanent et inséparable de l'Union européenne et de notre union monétaire.*

*Certains d'entre vous, je le sais, ont été mécontents d'une victoire d'un parti de gauche, de gauche radicale. A ceux-là je dis ceci: Ce serait une occasion perdue de nous voir comme des adversaires.*

*Nous sommes résolument européistes. Nous nous soucions profondément de notre peuple, mais nous ne sommes pas populistes, promettant tout à tout le monde. En outre, nous pouvons mener le peuple grec le long d'un accord véritablement bénéfique pour l'Européen moyen. En nous, vous trouverez des partenaires de confiance qui ne voient pas ces réunions comme un moyen d'extraire quelque chose de rien, de gagner au détriment de qui que ce soit.*

*Je suis impatient de discuter avec vous maintenant, dans un véritable esprit de coopération et de partenariat, et d'écrire ensemble cette nouvelle page de notre relation.*

*Je vous remercie beaucoup pour votre attention.*

Pardon d'avoir lu tous ces extraits. Mais je voulais vous donner une idée de l'esprit de coopération avec lequel nous avons approché l'Eurogroupe. Alors que je récitais ces lignes dans l'Eurogroupe, des "sources" de Bruxelles prétendaient que j'étais impoli, que je faisais des cours à mes collègues, que je rejetais les «réformes» de la Troïka. Je ne prenais pas ces rumeurs personnellement parce qu'elles ne me visaient pas personnellement. Elles faisaient partie d'une campagne de propagande brutale visant à justifier la diabolisation de notre gouvernement, à nous peindre comme des communistes radicaux afin de préparer l'opinion publique européenne à notre renversement.

Pendant cinq longs mois, de notre côté il y eut clarté et propositions sophistiquées:

- sur la réforme de l'administration fiscale, qui la rendrait totalement indépendante de mon ministère, mais aussi de l'oligarchie
- sur une restructuration de la dette qui minimiserait les nouveaux prêts de la Grèce et maximiserait nos remboursements à nos créanciers
- sur une nouvelle banque de développement qui ferait appel à des biens publics, en partenariat avec la Banque européenne d'investissement
- sur une nouvelle mauvaise banque avec laquelle faire face aux dettes privées non performantes du système bancaire grec, aux mauvaises dettes privées qui bouchent les circuits de crédit, et permettrait d'empêcher les banques de prêter même à des taux rentables, les entreprises axées sur l'exportation
- sur les mécanismes de lutte contre la corruption, la fixation des prix dans les marchés de détail, le travail non déclaré dans les marchés du travail, la réforme des retraites qui a réduit la retraite anticipée sans pousser plus de personnes âgées dans la pauvreté.

Chaque fois que nous avons proposé une mesure ou une réforme sensible, nous avons été repoussés. Mes collègues français étaient clairement sans épaisseur, avec un déprimant manque d'influence. Même lorsque nous convenions d'une certaine mesure avec Michel

Sapin ou Pierre Moscovici, que se passait-il? Si le président de l'Eurogroupe en décidait ainsi, notre accord n'était même pas entendu dans l'Eurogroupe - pas sûr que M. Djisselbloem n'ait jamais pris ces décisions de son propre fait. Lorsque, conscient de cela, je posai la question au Dr Schäuble, il a refusé de négocier avec moi sur quoi que ce soit de substantiel: C'est le programme existant (échoué) ou la route, telle était sa ligne. "*Allez aux institutions.*" Ce que j'ai dûment fait.

## **Mur de pierre**

Sauf que nos négociations avec les institutions, la Troïka, étaient l'expérience la plus frustrante que l'on puisse avoir. Comme certains personnes ennuyeuses qui veulent tellement vous parler de tout à la fois que vous finissez par ne parler de rien du tout, les institutions ont insisté sur un "*examen complet*" conduisant à un "*accord global*", ce qui signifiait qu'ils voulaient parler à propos de tout.

Ils disaient: nous avons besoin de toutes vos données sur la trajectoire budgétaire actuelle de l'économie grecque, nous avons besoin de toutes les données sur les entreprises publiques, toutes les données sur les fonds de pension, sur les sociétés d'énergie, sur ceci, cela et autre chose. Pour démontrer notre coopération nous avons avancé, répondu aux questionnaires, tenu d'innombrables réunions et nous fournissions les données. Après avoir perdu beaucoup de temps à chercher des données qu'ils avaient déjà, et avant que nous les ministres en prenions connaissance, ils nous demandaient ce que nous avions l'intention de faire à propos de la TVA. Nous faisons de notre mieux pour leur expliquer nos plans modérés sensibles pour la TVA. Ils écoutaient, semblant sceptiques, rejetaient notre proposition mais ne parvenaient pas à en faire une. Et puis, avant d'avancer vers un accord sur la TVA, ils passaient à une autre question, comme la privatisation. Ils demandaient ce que nous voulions faire au sujet de la privatisation, nous mettions en avant quelque chose de sensé et de modéré, ils le rejetaient. Ensuite, ils se déplaçaient sur un autre sujet, comme les pensions, puis sur les marchés de produits, puis sur les relations de travail, etc. C'était comme un chat qui court après sa queue.

Peut-être le plus grand obstacle à la conduite d'une négociation raisonnable était la fragmentation de la Troïka. Le FMI était proche de nous pour reconnaître l'importance de la restructuration de la dette, mais il a insisté pour que nous retirions toutes les protections restantes des droits des travailleurs et des professionnels de la classe moyenne, comme les pharmaciens ou les ingénieurs. La Commission était beaucoup plus sympathique à notre égard sur ces questions sociales, mais interdisait toute référence à la restructuration de la dette de peur que ça ne dérange Berlin ou Francfort. La BCE avait son propre ordre du jour. En bref, chacune des institutions avait différentes lignes rouges, ce qui signifiait que nous étions emprisonnés dans une grille de lignes rouges.

Pire encore, nous avons dû faire face à la "désintégration verticale" de nos créanciers, car les patrons du FMI et de la Commission avaient un programme différent de leurs sbires ou que les ministres des finances allemands et autrichiens avaient un ordre du jour en contradiction totale avec celui de leurs chanceliers.

Pendant ce temps, comme les jours et les semaines passaient en raison de la détermination de nos créanciers à retarder, retarder et retarder, tandis que des fuites dans la presse prétendaient dans le même temps que nous empêchions les négociations, notre gouvernement a été asphyxié par la BCE. Même avant notre élection, la BCE avait indiqué qu'elle réduirait en Grèce l'accès bancaire aux liquidités. Nos adversaires dans la presse ont tourné cela en une



gigantesque campagne de peur, incitant efficacement les déposants à retirer leur argent des banques. Il n'y a rien de plus facile au monde que de provoquer un bank run - bank run que les banques centrales ont été créées pour empêcher.

Quelques jours après notre élection, je me suis précipité à Londres pour parler aux financiers de la ville afin de calmer leurs nerfs et de les convaincre que notre gouvernement était favorable à l'entreprise, tout en étant déterminé à sauvegarder l'intérêt de notre population en difficulté. Ça a marché. Le lendemain matin, la bourse grecque a augmenté de 12% et la Banque d'actions de 20% et plus. Le jour d'après, la BCE a annoncé qu'elle devait limiter l'accès de nos banques au mécanisme de liquidité. La bourse fut de nouveau écrasée. Pourquoi la BCE fit-elle cela à notre nouveau gouvernement?

La réponse officielle fut que «*le programme*» de la Grèce venant à expiration à la fin de Février, cela "soulevait des questions sur la garantie des banques grecques". En réalité, la BCE mettait la pression sur notre gouvernement afin qu'il arrête le rêve de rallumer l'espoir et accepte le programme échoué de la Troïka tel qu'il était - peut-être avec quelques modifications cosmétiques.

Il est intéressant de comparer ce que la BCE nous a fait avec ce qu'elle avait fait l'été 2012, lorsqu'un nouveau gouvernement avait été élu et que, à nouveau, le «*programme*» grec était dans les limbes. La BCE avait alors augmenté la liquidité des banques à des niveaux très hauts en une seule fois et l'augmentation du crédit de la carte (ou T-Bill) limite de l'Etat grec de 15 milliards à 18.3 milliards. Dans notre cas? Dans notre cas, la BCE a augmenté la liquidité des banques peu à peu, jour après jour, créant chez les déposants la peur que peut-être demain la limite ne serait pas relevée et que les banques seraient à sec. Naturellement, le bank run a empiré.

Quant à la limite de la carte de crédit du gouvernement, au lieu de la pousser jusqu'à 15 à 18.3 milliards, la BCE a poussé vers le bas, utilisant une astuce juridique sans précédent, passant de 15 à 9 milliards. Et tout cela à un moment où je devais trouver 7 milliards pour effectuer des paiements au FMI, paiements devant à l'origine être faits avec de nouveaux prêts qui ne nous ont été jamais donnés.

Leur stratégie était très, très simple: retarder tout accord avec nous, nous en faire porter le blâme, parler du manque de «*crédibilité*» de nos propositions, jusqu'à ce que notre gouvernement, l'État, soit à court de liquidités. Puis nous poser un ultimatum sous la menace de la fermeture immédiate de la banque. Ce ne fut rien d'autre qu'un coup d'Etat.

Comme je l'ai déjà dit: en 1967, il y eut les tanks et en 2015 il y eut les banques. Mais le résultat a été est le même: renverser le gouvernement ou le forcer à se renverser - en tant que Premier ministre Tsipras malheureusement a décidé de le faire le soir de notre magnifique référendum, et je démissionnais alors de mon ministère, et puis il le fit de nouveau le 12 juillet.

### **Les gros poissons à frire**

Pour en revenir à Février, je pouvais voir l'écriture sur le mur. Je pouvais voir que la Troïka n'était pas intéressée par les réformes touchant l'oligarchie, en partie parce qu'ils étaient dans

une relation confortable avec les oligarques (dont la presse a soutenu la Troïka dans sa lutte contre nous) et en partie parce qu'ils avaient d'autres poissons à frire, la France étant le plus gros.

Que pouvais-je faire pour qu'il leur soit difficile d'ignorer nos propositions? J'ai fait deux choses. Je leur ai d'abord suggéré que ce que je proposais était un compromis décent et raisonnable pour le processus de négociations. Je leur ai dit: nous convenons de trois ou quatre réformes importantes, comme le système fiscal, la TVA, un système pour lutter contre la corruption dans les marchés publics, et nous les mettons en œuvre immédiatement, pendant que la BCE assouplit les restrictions sur notre liquidité. Vous voulez un accord global? Continuons la négociation pour y arriver - mais en attendant, laissez-nous nous soumettre ces réformes au parlement.

Leur réponse? *"Non, non, non, ce doit être un examen complet. Rien ne sera mis en œuvre si vous osez introduire une législation. Ce sera considéré comme une action unilatérale hostile au processus pour parvenir à un accord"*.

Donc, en réponse, j'ai essayé une autre chose, qui m'avait été recommandé par une personne très haut placée dans le Fonds monétaire international. Avec une équipe d'experts talentueux, j'ai élaboré un plan de 60 pages pour le redressement de la Grèce, un programme de réformes pour la Grèce, un plan directeur pour mettre fin à la crise grecque. Dans cette équipe travaillaient des experts non grecs: le ministre britannique des finances, Thomas Mayer, ancien économiste en chef de la Deutsche Bank, mon grand ami Jamie Galbraith, de l'Université du Texas, et Mariana Mazzucato, de l'Université de Sussex. Ensuite, Jeff Sachs, de l'Université Columbia, qui a participé à l'élaboration de nombreux programmes nationaux de réforme au nom du Fonds monétaire international, m'a aidé à modifier et à éditer le document.

J'ai remis ce document aux autres ministres des Finances, l'ai envoyé aux gouvernements et aux fonctionnaires des institutions. Quelqu'un y a-t-il porté attention? Bien sûr que non. Même mon Premier ministre a été trop timide pour oser le soumettre à d'autres chefs de gouvernement, de peur que la Troïka ne le voie comme un défi à son autorité, à son *"processus d'examen complet"*.

Pendant ce temps, la Troïka, diverses personnes de la Commission, du ministère allemand des Finances et d'autres sources de pouvoir, ont multiplié les fuites dans les médias, disant que nous refusions de réformer le pays, que nous perdions notre temps, que nous n'avions rien crédible à offrir!

Je vous invite à regarder mon site où j'ai téléchargé ce document et, si vous en avez le temps et l'énergie, de le comparer à l'«accord» qui a finalement été imposé au Premier ministre Tsipras. Un rapide coup d'œil vous convaincra que notre plan, celui dont personne ne discute, que même le gouvernement grec n'a pas réussi à faire connaître, mettrait fin à la crise grecque, contrairement aux termes de la reddition dictée le 12 Juillet, que notre Parlement a adoptée récemment, et qui va alimenter la crise avec en outre des effets catastrophiques sur les plus faibles des citoyens grecs.

**Jeu final**

Et la négociation s'est poursuivie sans fin, jusqu'à ce que notre Etat manque complètement de liquidités. A la 11ème heure, le 25 Juin, quatre jours avant que les banques grecques ne soient fermées par la BCE, la Troïka nous a donné sa proposition d'accord. C'était un ultimatum. Vous acceptez, ou vos banques ne rouvriront jamais leurs portes.

Nous lisons leurs propositions. Elles étaient absolument toxiques ... totalement non viables et toxiques. Ils voulaient que nous engagions une nouvelle austérité ridicule, que nous augmentions la TVA sur les hôtels de nos îles de l'Egée de 6% à 23%, quand en Turquie, il est de 7%, que nous réduisions les pensions des retraités les plus pauvres d'un tiers. La liste des horreurs sur lesquelles ils insistaient était sans fin.

Pendant des mois, ils ont asphyxié notre gouvernement et l'économie avec simultanément un bank run et un resserrement des liquidités, ils exigeaient que notre état stressé rembourse le Fonds Monétaire International au détriment de sa propre substance en décomposition, et ils ont freiné les négociations jusqu'à ce que nous arrivions au bord de la falaise. Et à ce moment ils ont fait le genre de proposition qu'on fait quand on ne veut pas d'accord. La question est: Pourquoi donc faisaient-ils cela?

Ont-ils tout fait pour que nous acceptions ces réformes? Bien sûr que non. Nous souhaitions désespérément introduire des réformes. Quand ils parlaient de réformes, ce n'est pas de réformes qu'ils parlaient. Ce n'est pas une réforme de réduire la pension mensuelle d'un retraité de 300 euros par mois à 200 euros par mois. Nos propositions de réforme du système de retraite étaient de véritables réformes - nous avions un plan pour utiliser comme levier les biens publics afin de créer des investissements versant des dividendes qui, à leur tour, soutiendraient les fonds de pension. Nous avons proposé une restructuration des fonds de pension et des restrictions drastiques sur la retraite anticipée. Mais cela ne les a pas intéressés.

Permettez-moi maintenant d'aborder la question de la dette. L'objectif d'une restructuration de la dette est de réduire les nouveaux prêts nécessaires pour sauver un débiteur en faillite. Les créanciers offrent un allègement de la dette pour obtenir plus de valeurs en retour et réduire les nouveaux financements. Les créanciers de la Grèce ont fait le contraire. Ils ont refusé de restructurer la dette et insisté pour que nous nous endettions de plus en plus, dans des conditions rendant le remboursement impossible.

Au cours des négociations, je ne cessais de suggérer à nos créanciers une série de swaps intelligents de la dette qui auraient deux objectifs: réduire au minimum les nouveaux prêts, et s'assurer que la Grèce bénéficie du même soutien de la BCE dont le reste des Etats membres de la zone euro bénéficient quotidiennement, ce qui est la meilleure façon de cesser d'emprunter auprès des contribuables européens. Ils ont rejeté mes propositions et ont imposé un nouveau prêt qui est le double de ce qui était nécessaire.

Nos propositions n'ont même pas été rejetées: elles n'ont jamais été discutées, c'est ça le vrai problème! Même si nous étions habilités à dire qu'elles étaient techniquement rigoureuses et juridiquement solides, la volonté politique de l'Eurogroupe était de les ignorer, de laisser les négociations échouer, de fermer nos banques, et de forcer le gouvernement grec à capituler sur tout - y compris sur un nouveau prêt massif beaucoup plus important que ce que nous avons proposé.

Pourquoi?

Donc, retour à la terrible question: Pourquoi les créanciers de la Grèce préfèrent-ils un nouveau paquet de prêts plus grand que nécessaire? Pourquoi ignoraient-ils nos propositions de réforme dont ils savaient que nous pouvions et voulions les mettre en œuvre? Pourquoi ont-ils gaspillé l'opportunité que nous représentions en tant que gouvernement ayant le soutien de la grande majorité du peuple grec? Nous pouvions demander aux Grecs de prendre un remède amer, mais pas toxique, de la médecine réformatrice. Pourquoi ont-ils exigé que le médicament soit toxique et non thérapeutique?

Il n'y a pas de réponse économique ici. La seule réponse est en termes de puissance politique. La plus grande crainte de la Troïka était que notre gouvernement puisse réussir. Que sa grande sagesse et son autorité à elle, la Troïka, soient mises en cause par vous, chers amis, par les peuples d'Europe. La Troïka ne se préoccupe pas de la plaie purulente permanente qu'est la Grèce. Le ministre allemand des Finances n'est même pas préoccupé par le remboursement des contribuables allemands.

Ceux qui dirigent le spectacle en Europe sont prêts à verser beaucoup plus d'argent de leurs contribuables dans la fosse sans fond grecque, pendant que les Grecs souffrent, si c'est la seule façon qu'ils ont de perpétuer leur contrôle sur leur propre peuple.

- La dette est le pouvoir du créancier et la dette insoutenable donne aux créanciers encore plus de puissance.
- Ils ne voulaient pas rembourser votre argent.
- Ils voulaient renverser notre gouvernement à vos frais.
- Encore mieux, ils nous voulaient étendus un lit de clous, dépendant de leur bon vouloir, et les en remerciant.
- Ils voulaient humilier le seul gouvernement qui a osé questionner la logique d'une politique économique illogique.

Notre longue négociation de cinq mois fut un conflit entre le droit des créanciers de gouverner un pays débiteur et le droit démocratique des citoyens de cette nation d'être autogouvernés. Il n'y a jamais eu une négociation entre l'UE et la Grèce en tant qu'Etat membre de l'UE.

Voilà pourquoi je suis ici. Je suis ici parce que ce qui nous est arrivé est en train de vous arriver. La Grèce est un champ de bataille sur lequel une guerre contre la démocratie européenne, contre la démocratie française, a été tentée et testée.

En mai dernier, en marge d'une autre réunion de l'Eurogroupe, encore un autre, j'avais eu le privilège d'une conversation fascinante avec le Dr Schäuble. Nous avons parlé longuement à la fois de la Grèce et de l'avenir de la zone euro. Plus tard ce jour-là, l'ordre du jour de la réunion de l'Eurogroupe comportait un article sur les changements institutionnels à venir pour renforcer la zone euro. Dans ces conversations, ce que le Dr Schäuble prévoyait pour l'Europe est devenu très clair. Il était également clair que la grande majorité des ministres des Finances étaient d'accord. Michel Sapin n'était pas parmi ceux-là, mais, je ne me souviens pas de l'avoir vu contester ouvertement la vision de Dr Schäuble. Clairement, la France n'est plus ce qu'elle a été...

Et quel est le plan? François Mitterrand savait que la zone euro avait été mal construite. Il croyait que la première grande crise de l'euro obligerait ses successeurs à introduire l'union politique nécessaire pour sauver l'Europe d'une fragmentation semblable à celle des années 1930. Il avait tort.

Une crise à grande échelle est bien sûr inévitable lorsque le contrôle sur l'argent de différentes nations est concédé à des "technocrates" déconnectés de tout processus parlementaire susceptible de l'infléchir si nécessaire. Une fois que la crise inévitable éclate, les intérêts nationaux refont surface sur un mode vengeur. L'histoire a prouvé que Mitterrand avait tort: La crise a opposé une nation fière à un autre et a repoussé à un avenir lointain une solution fédérale.

Nous sommes restés avec le plan de Dr Schäuble: Un seigneur du budget Eurozonal (peut-être une version glorifiée de président de l'Eurogroupe) muni uniquement de pouvoir négatif, ou de veto, sur les budgets nationaux. Sur le budget de la France, pour être précis. Un Eurogroupe qui devient de plus en plus puissant pendant que la Commission européenne se fane à l'arrière-plan, confinée à des questions d'importance mineure.

A ceux qui disent «*plus d'Europe*» et parlent en faveur d'une «*union politique*», je dis: méfiez-vous! L'Union soviétique était aussi une union politique. La question est: Quel genre d'union politique? Un royaume démocratique de prospérité partagée? Ou une cage de fer pour les peuples d'Europe?

Une démocratie fédérale comme l'Allemagne, les Etats-Unis ou l'Australie, permettez-moi de vous le rappeler, est fondée sur la souveraineté de ses citoyens, comme en témoigne le pouvoir de ses représentants fédéraux de légiférer au nom du peuple souverain.

En contraste, le Plan Schäuble conçoit seulement des pouvoirs négatifs: Un seigneur du budget qui peut seulement dire «non», mais a une capacité très limitée de recycler les excédents vers les régions déficitaires de l'Europe - ce qu'un système fédéral ferait.

Le problème posé par ce plan est double. Premièrement, il ne permet pas de protéger et de gérer la macro-économie de la zone euro. Deuxièmement, il viole les principes fondamentaux de la démocratie libérale occidentale.

Alors, que vient faire la Grèce dans tout cela? Elle est utilisée dans une sorte de conte moral, pour vous démontrer à vous ce qui vous attend si vous résistez à cette version disciplinaire de l'union politique. Le Grexit est conçu comme une menace pour forcer le peuple de France à accepter comme un moindre mal l'austérité permanente, la crise permanente et le contrôle de votre destin par des irresponsables, des gens sans visage, des pseudo-technocrates économiquement analphabètes.

Ne vous méprenez pas: Notre gouvernement a été écrasé, car nous avons osé dire non à la Troïka à une époque où elle avait des plans pour venir à Paris. Vous ne pourrez pas dire que vous n'avez pas été prévenus. "Nous sommes tous des Grecs désormais" non pas parce qu'il y a quelque chose de supérieur chez les Grecs, mais parce que le printemps d'Athènes a allumé une petite bougie d'espoir chez tous les Européens. Une bougie que la Troïka devait éteindre à tout prix, de peur que son autorité soit contestée par le spectre de la démocratie.

## **Perte de la souveraineté sur les ministères clés de l'Etat**

Une des choses les plus choquantes pour moi, après que je fus devenu ministre des Finances, fut de comprendre à quel point cinq ans de règne de la Troïka avaient transformé l'Etat grec en fromage suisse. Des pans entiers de notre gouvernement avaient été engloutis par la Troïka, leur répondant directement à eux, ne rendant pas compte aux ministres, voire au Parlement.

Et ce n'était pas seulement la Banque de Grèce, qui était incorporée dans la Banque centrale européenne et qui, au lieu d'aider notre gouvernement (comme il était prévu que les banques centrales le fassent), nous a asphyxiés. Non, je pense à d'autres institutions cruciales comme le Fonds hellénique de stabilité financière - HFSF - (qui détient pour le compte de l'Etat toutes les banques), à l'instance qui gère toutes les privatisations, à l'Office statistique et, bien sûr, au secrétariat de mon propre ministère.

Quand j'ai décidé de réduire les énormes salaires des gestionnaires de HFSF, nommés en grande partie par la Troïka, je reçus une lettre de M. Thomas Wieser, le président du groupe de travail euro, un fonctionnaire clé de la Troïka, qui m'a dit que je ne pouvais pas le faire sans son approbation. Dans un pays où la Troïka exige des réductions de salaire et de retraite constants, le ministre ne peut pas réduire les salaires exorbitants des favoris garçons et filles de la Troïka - salaires versés par notre nation en faillite.

À une autre occasion, je essayé d'interroger le secrétariat de mon propre ministère à propos du retard de quatre mois qui affectait l'ouverture de l'application Web par laquelle les entreprises soumettent leurs déclarations de revenus. Or durant ces quatre mois notre état était asphyxié et avait grand besoin de recettes fiscales. On m'a dit que je n'avais aucune autorité sur le Secrétariat des recettes publiques, qui était effectivement directement relié à la Troïka. Bientôt, au cours des négociations, la Troïka donna plus d'autonomie au secrétariat général qui aidait à l'asphyxie de notre état!

Et quand, après ma démission, je parlai à un groupe de financiers de mon plan pour rétablir la souveraineté nationale sur ce secrétariat particulier, je fus soudain confronté à une campagne, par les médias grecs amis de la Troïka, dont le but était de me faire inculper pour ... haute trahison.

Je vous dis tout cela afin que vous soyez avertis. Lorsque la Troïka viendra à Paris, en personne ou en esprit, sachez ceci: une privation hideuse de souveraineté nationale sera imposée aux ministres français aussi - si ce n'est pas déjà fait.

## **Déficit démocratique**

Permettez-moi de revenir à la fin Juin. Le premier ministre Tsipras avait annoncé le référendum car nous n'avions le mandat ni d'accepter un accord non-viable, ni d'entrer en conflit avec l'Europe. Donc, nous avons demandé au peuple grec de donner son avis sur l'ultimatum.

Lors de la réunion de l'Eurogroupe qui a suivi, le 27 Juin, je suis fustigé par plusieurs ministres des Finances pour avoir posé des questions financières complexes à des gens

ordinaires. Quoi? N'est-ce pas une question de démocratie? Poser des questions complexes aux gens ordinaires, sur la base de : une personne, une voix? Avais-je bien entendu? L'Eurogroupe - l'organe de la plus grande économie du monde où toutes les décisions qui façonnent nos économies sociales sont prises - me jetait la démocratie au visage?

Lors de cette réunion, le président Dijsselbloem a annoncé qu'il était sur le point de convoquer une deuxième réunion tard dans la soirée, sans moi: sans que la Grèce ne soit représentée. Je protestais qu'il ne pouvait pas, de lui-même, exclure le ministre des Finances d'un État-membre de la zone euro et j'ai demandé un avis juridique sur la question.

Après une courte pause, l'avis est tombé du Secrétariat de l'Eurogroupe: "*L'Eurogroupe n'existe pas dans le droit européen. C'est un groupe informel et, par conséquent, aucune règle écrite ne peut contraindre son président*". Aucune règle écrite, aucun procès-verbal (permettant aux citoyens de voir ce qui a été dit en leur nom), aucun respect pour la démocratie. Voilà l'institution qui décide pour vous et moi, pour vos enfants et les miens. Est-ce l'Europe pour laquelle Adenauer, De Gaulle, Brandt, Giscard, Schmidt, Kohl, Mitterrand, etc. avaient travaillé? Ou est-ce l'épithète de l'Europe que nous avons toujours pensée être notre point de référence, notre boussole?

Une semaine plus tard, le peuple de Grèce, malgré les banques fermées et la peur exploitée par des médias grecs corrompus, a prononcé un NON retentissant au référendum. Le lendemain, le Sommet Euro a répondu en imposant à notre Premier ministre un accord qui ne peut être décrit qu'en termes de capitulation de notre gouvernement. Et l'arme de choix du Sommet Euro? La menace illégale d'amputer la Grèce de la zone euro.

Quoi qu'on pense de notre gouvernement, et malgré les divisions que cette capitulation a occasionnées entre nous, cet épisode restera dans l'histoire de l'Europe comme le moment où l'Europe officielle a déclaré la guerre à la démocratie européenne. La Grèce a capitulé, mais c'est l'Europe qui a été défaite.

## **Notre mécontentement**

Comme vous avez pu l'entendre, cette nuit-là j'ai été en désaccord avec le Premier ministre Tsipras et j'ai démissionné. Nous avons été en désaccord sur un certain nombre de questions auparavant.

Le fait d'avoir concédé à la Troïka fin avril des excédents primaires ridiculement élevés, sans mon consentement, a été une façon d'enhardir nos créanciers. Une fois que vous acquiescez sur des excédents primaires élevés, vous acceptez une nouvelle austérité, vous signalez que vous n'êtes pas vraiment sérieux quand vous parlez de restructuration de la dette. Et une fois que vous cédez sur l'austérité et la dette, la Troïka sait que vous êtes battu. Tout ce qu'ils avaient à faire était d'attendre notre capitulation.

La raison pour laquelle je ne l'ai pas démissionné alors, fin Avril et début mai, c'était que j'étais certain que la Troïka ne donnerait pas à mon Premier ministre un accord à moitié décent, même après qu'il leur eut accordé presque tout ce qu'ils avaient demandé. Car leur but était notre humiliation, plutôt qu'un accord très dur d'austérité. Et donc j'ai attendu que Alexis durcisse le ton. Le référendum lui a donné cette chance.

Lorsque l'Eurogroupe a demandé à la BCE de fermer nos banques en représailles à notre référendum - les mêmes banques que la BCE avait déclaré à plusieurs reprises être insolvables - je recommandais deux ou trois actes en représailles de notre côté. Quand je fus mis en minorité au sein de notre cabinet de guerre, je savais que c'était fini.

Et pourtant les personnes courageuses de Grèce, en dépit de la propagande menée par les oligarques de la télévision et de la radio, ignorant les banques fermées, avaient voté un retentissant «Non» à la capitulation. Cette nuit-là Danae et moi avons senti que nous avions une autre chance. Ou que, à tout le moins, nous devrions démissionner si nous pensions que nous avions usé toutes nos armes, prenant la rue avec notre peuple courageux. «Pas en notre nom» aurait dû être notre réponse de défi à la demande de la Troïka que nous signions son catastrophique «nouveau» plan.

Ces désaccords entre Alexis Tsipras et moi sont maintenant de l'eau sous le pont. Je suis désolé que nos chemins aient divergé. En particulier, je me désole d'entendre mon camarade se battre pour appuyer un programme dont il sait qu'il n'est pas fait pour marcher.

Pouvons-nous aller de l'avant unis dans la différence? La gauche n'a pas si le faire dans le passé. Cela s'améliore maintenant. Nous devons laisser la porte ouverte à tous ceux qui ont l'envie et la capacité de nous rejoindre dans la lutte pour récupérer l'intégrité et l'âme de l'Europe. Pour démocratiser la zone euro.

Une fausse, mais divertissante, histoire de l'euro

Pourquoi nous, Européens, avons créé l'euro? Une réponse peu analytique mais divertissante:

Les Français craignent les Allemands

Les Irlandais voulaient échapper à la Grande-Bretagne

Les Grecs étaient terrifiés par la Turquie

Les Espagnols voulaient devenir comme les Français

Les Italiens du Sud voulaient des droits migrants vers... l'Allemagne

Les Italiens du Nord voulaient devenir allemands

Les Néerlandais et les Autrichiens étaient presque tous devenus allemands

Les Belges ont cherché à guérir leurs profondes divisions en rejoignant à la fois la Hollande et la France sous l'égide d'un Deutsch mark reconfiguré

Les pays baltes frissonnaient à la pensée d'une résurgence de la Russie

Les Slovaques n'avaient nulle part où aller après la séparation d'avec leurs frères tchèques

La Slovaquie fuyait les Balkans

La Finlande devait faire quelque chose que la Suède ne ferait pas



Et, enfin, les Allemands craignaient les ...Allemands !

Comme tous les gros mensonges, cette liste contient d'importantes petites vérités. Les Français craignaient vraiment les Allemands. Et les Allemands avaient des raisons de craindre cette peur, ainsi que la capacité à l'autodestruction de leur propre État-nation.

Sur ce point, je tiens à différer de ceux qui ont imputé la crise de l'Europe "à l'Allemagne" et "aux Allemands". Je me suis toujours opposé à cela pour deux raisons.

Tout d'abord, "*les Allemands*" ça n'existe pas. Pas plus que "*les*" Grecs. Ou "*les*" Français. Quiconque connaît les sociétés allemande, grecque, française sait qu'il y a beaucoup plus de différences de caractère, de vertu ou d'opinion parmi les Grecs, les Français ou les Allemands qu'il n'y a de différences entre Allemands, Français et Grecs.

La deuxième raison pour laquelle je m'oppose à la censure de l'Allemagne est que Paris porte une plus grande responsabilité que Berlin dans notre pagaille actuelle. Permettez-moi de vous ramener au 18 Septembre 1992. Ce jour-là, deux jours avant que les Français ne votent lors du référendum sur le traité de Maastricht, Le Figaro avait écrit:

*Les adversaires de Maastricht craignent que la monnaie commune et la nouvelle Banque centrale ne fortifient la supériorité du Deutsche Mark et de la Bundesbank. Mais c'est exactement le contraire qui va se passer. Si elle vient à Maastricht, l'Allemagne devra partager sa puissance financière avec les autres. «L'Allemagne paiera», disaient-ils dans les années 1920. Aujourd'hui, l'Allemagne paie vraiment. Maastricht est le Traité de Versailles sans la guerre.*

Aucun Allemand ne pouvait pardonner une telle insensibilité. Que l'establishment français lutte de cette façon pour convaincre un électorat français sceptique de voter «OUI» au référendum n'était pas une excuse.

Le Traité de Versailles de 1919 a condamné les Allemands à la misère indicible, a humilié la fière nation allemande, et a préparé le terrain aux voyous nazis. Les nazis seraient restés une note historique en bas de page s'il n'y avait pas eu les réparations impossibles du traité de Versailles.

Ce ne fut pas seulement le capricieux éditorial de certains journaux français. Le Président De Gaulle avait également envisagé l'union monétaire avec l'Allemagne comme "*la guerre par d'autres moyens*", précisément dans l'esprit du Figaro. Et puis en 1983, lorsque François Mitterrand a décidé d'abandonner les politiques anti-austérité du gouvernement socialiste pour apaiser les marchés et la Bundesbank, Jacques Delors a fait valoir qu'il embrassait l'austérité parce que l'austérité pouvait être seulement vaincue au niveau européen. Le plan de Delors était de capturer une institution chérie par le peuple allemand, la Bundesbank, de la subsumer dans une banque centrale française dominée, et d'étendre en Allemagne et au reste de l'Europe des politiques chères au coeur de Paris.

Oui, il est vrai que j'en ai eu assez d'entendre les politiciens allemands, comme Wolfgang Schäuble, parler et encore parler sur la sainteté de règles inapplicables. Mais nous devons être honnêtes: les élites de la France sont responsables d'avoir mis les élites de l'Allemagne sur la défensive. Les diplômés des Grand Écoles françaises tiennent des beaux discours sur le bien

commun de l'Europe, mais en réalité, ils ont tenu à sacrifier les intérêts de la majorité du peuple français sur l'autel de leur étroit intérêt. Ils n'ont cessé d'exiger de leur propre peuple et du reste de l'Europe de faire des sacrifices afin que la classe dirigeante de la France prospère, avec des Deutsch mark ou des euros plein les poches.

L'euro a changé tout cela. Enfermés dans son étreinte d'acier, les administrateurs sophistiqués de la France se rendent compte maintenant que l'union monétaire ne va pas leur offrir l'Allemagne sur un plateau. En effet, ils se rendent compte que non seulement ils ne gagnent pas sur l'Allemagne mais qu'ils perdent la France. Cela ne nous offre, à nous humanistes européens engagés, aucun réconfort. Nos peuples en France, en Allemagne, en Grèce, en Finlande souffrent de la manipulation inepte par nos prétendues élites de la crise inévitable de l'euro.

### **Les fourmis et les sauterelles**

Pour en revenir à ce vieux manifeste avec lequel j'ai commencé mon discours, il reste vrai que l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte de classes. La seule force politique qui l'a oublié est la ... Gauche. La droite n'a jamais cessé de poursuivre la guerre de classe dans la pratique tout en utilisant chaque crise pour opposer les unes aux autres les nations fières.

L'idée que les fourmis vivent toutes dans le Nord et les sauterelles toutes dans le Sud, en plus de l'Irlande, est absurde. Il y a des fourmis et il y a des sauterelles dans chacune de nos nations. Pendant les «bons» moments de la zone euro, les sauterelles du Nord et les sauterelles du Sud ont dévoré frénétiquement. Et quand leurs péchés ont conduit à la crise, ce sont les fourmis du Nord et les fourmis du Sud qui ont été forcées de payer la facture.

La Troïka et l'Eurogroupe sont les instances qui ont endossé l'agenda des sauterelles de l'Europe officielle, partout en Europe, tournant les fourmis du Nord contre les fourmis du Sud dans une Europe qui est en train de perdre son âme du fait des stéréotypes, des dénis et à cause des sales prétendues élites extrêmement déterminées à ne pas lâcher les leviers du pouvoir mal acquis.

En 1929, un accident à Wall Street a commencé le processus qui a démantelé la monnaie commune de l'époque - le Gold Standard. En 2008, un autre accident à Wall Street a commencé le processus de fragmentation de la zone euro. À ces deux occasions, les Français se retournèrent contre les Allemands, les Allemands contre les Français, avant que les Français ne se retournent contre les Français, les Grecs contre les Grecs et les Allemands contre les Allemands. À ces deux occasions, dans les années 1930 et maintenant, les seuls bénéficiaires ont été les bigots, les nationalistes, les xénophobes, les misanthropes. L'œuf du serpent n'a pas mis longtemps à éclore dans de telles circonstances.

### **Anti-nationaliste, anti-nazi**

Voilà pourquoi il est si important que nous évitions de commencer des phrases par «*Les Allemands ceci*» ou «*Les Français qui*» ou "*Les Grecs*". Voilà pourquoi il est impératif que nous comprenions que "les" Allemands, "les" Grecs ou "les" Français n'existent pas. Que nous

sommes tous des Européens face à une crise très européenne.

Lors de ma première visite à Berlin, au cours de la conférence de presse que je donnais avec le Dr. Wolfgang Schäuble, j'ai dit:

*En tant que ministre des Finances d'un gouvernement confronté à des circonstances d'urgence causées par une crise de dette déflationniste sauvage, je pense que la nation allemande est celle qui peut le mieux nous comprendre. Personne ne peut mieux comprendre que les gens de ce pays à quel point une économie très déprimée, soumise à un rituel d'humiliation nationale et de désespoir sans fin, peut voir éclore l'œuf du serpent en son sein. Quand je rentrerai à la maison ce soir, je vais me retrouver dans un Parlement où le troisième plus grand parti est un parti nazi.*

*L'Allemagne peut être fière du fait que le nazisme a été éradiqué ici. Mais c'est l'une des ironies cruelles de l'histoire que le nazisme ait montré son visage laid en Grèce, un pays qui a mené une forte lutte contre lui. Nous avons besoin du peuple de l'Allemagne pour nous aider à lutter contre la misanthropie. Nous avons besoin que nos amis allemands restent fermes dans le projet européen de l'après-guerre; c'est à dire, ne plus jamais permettre une dépression comme celle des années 1930, divisant les fières nations européennes. Nous ferons notre devoir à cet égard. Et je suis convaincu que c'est ce que feront nos partenaires européens.*

Donc, jamais plus de stéréotypes sur les Grecs, les Allemands, les Français, tout le monde. Tendons la main à tous ceux qui veulent refaire de l'Europe un royaume démocratique de prospérité partagée.

## CONCLUSION

Je vous ai assez fatigués. Laissez-moi en mon nom et en celui de Danaé, exprimer nos profonds remerciements à Arnaud Montebourg et Aurélie Filippatti pour leur hospitalité, leur amitié et pour nous avoir permis de vous rencontrer vous tous aujourd'hui - pour cette occasion de commencer quelque chose d'important, ici, à Frangy.

La France est le laboratoire de l'Europe. En apportant en France l'esprit du printemps d'Athènes on peut donner à l'espoir une autre chance.

Chers amis, la diversité et la différence n'ont jamais été le problème de l'Europe.

Notre continent a commencé à se réunir avec de nombreuses langues et des cultures différentes, mais il est en train de finir divisé par une monnaie commune.

Pourquoi? Parce que nous laissons nos dirigeants faire quelque chose qui ne peut pas être fait: dépolitiser l'argent, pour faire de Bruxelles, de l'Eurogroupe, de la BCE, des zones franches apolitiques.

Quand la politique et l'argent sont dépolitisés, ce qui se passe c'est que la démocratie meurt. Et quand la démocratie meurt, la prospérité est confinée au très petit nombre de gens qui ne peuvent même pas en profiter derrière les portes et les clôtures qu'ils ont eu besoin de

construire pour se protéger de leurs victimes.

Pour contrer cette dystopie les peuples d'Europe doivent croire à nouveau que la démocratie n'est pas un luxe offert aux créanciers et refusé aux endettés.

Peut-être le temps est-il venu d'un réseau européen dont l'objectif explicite soit la démocratisation de l'euro. Pas un autre parti politique, mais une coalition inclusive paneuropéenne de Helsinki à Lisbonne et de Dublin à Athènes, s'engageant à passer de l'Europe de «*Nous, les gouvernements*» à l'Europe «*Nous, le peuple*». S'engageant à mettre fin au jeu du blâme. Attaché à la maxime selon laquelle il n'existe rien de tel que "les" Allemands, "les" Français ou "les" Grecs.

Le modèle des partis nationaux qui forment des alliances fragiles au Parlement européen est obsolète. Les démocrates européens doivent se réunir d'abord, former un réseau, établir un programme commun, et ensuite trouver des façons de se connecter avec les communautés locales et au niveau national.

Le réalisme exige de notre nouveau réseau européen de chercher des moyens d'adapter les institutions européennes existantes aux besoins de nos peuples. D'être modestes et d'utiliser les institutions existantes de façon créative. Pour oublier, au moins pour l'instant, les modifications des traités et les mesures fédérales qui ne pourront suivre que lorsque nous, et le spectre de la démocratie, aurons mis fin à la crise.

Prenez les quatre domaines où la crise de l'Europe se déroule. La dette, les banques, l'insuffisance des investissements et la pauvreté. Ils sont tous les quatre actuellement laissés dans les mains des gouvernements qui sont impuissants à agir sur eux. Européanisons les!

Que les institutions existantes gèrent une partie de la dette des États-membres, place les banques en faillite sous une juridiction européenne commune, donne à la BCE la tâche d'administrer un programme pan-européen de récupération de l'investissement. Et, enfin, utilisons les bénéfiques comptes accumulés dans le Système européen de banques centrales pour financer un programme de lutte contre la pauvreté partout en Europe - y compris en Allemagne.

J'appelle ça un programme primordial d'européanisation décentralisée car il européanise nos problèmes communs, mais ne propose pas de trésor fédéral, pas de perte de souveraineté, pas de transferts fiscaux, pas de garanties allemandes ou françaises pour la dette irlandaise ou grecque, pas de modifications des traités, pas de nouvelles institutions. Il donne plus de liberté aux gouvernements élus. Il limite leur impuissance. Il rétablit le fonctionnement démocratique de nos parlements.

Il y a quelques années, Michel Rocard a défendu cette proposition, et en a même écrit la préface. Ce peut être le point de départ des réflexions de notre réseau paneuropéen réunissant la gauche française, la gauche radicale grecque, une société allemande plus confiante, et même les conservateurs qui reconnaissent que les dispositions actuelles empoisonnent la démocratie et font dérailler nos économies.

Nous ne sommes pas d'accord sur tout. Démarrons avec l'idée commune que la zone euro doit être démocratisée.

Lorsqu'on a demandé à Gandhi ce qu'il pensait de l'Union Européenne, il a répondu par son célèbre: "... *Ce serait une très bonne idée*".

Si l'on nous demandait ce que nous pensons de notre Union européenne aujourd'hui, nous dirions: "*Quelle idée splendide! Si seulement nous pouvions la retirer!*"

Nous pouvons la retirer. Tout ce que nous devons faire est d'aider le spectre de la démocratie à hanter ceux qui la détestent.

Permettez-moi de terminer en ajoutant aux idéaux français de la liberté, de fraternité et d'égalité des notions que notre Printemps d'Athènes a mises en avant et que la nouvelle Europe doit de nouveau embrasser: l'espoir, la rationalité, la diversité, la tolérance et, bien sûr, la démocratie.

faibles des citoyens grecs.

## **Jeu final**

Et la négociation s'est poursuivie sans fin, jusqu'à ce que notre Etat manque complètement de liquidités. A la 11ème heure, le 25 Juin, quatre jours avant que les banques grecques ne soient fermées par la BCE, la Troïka nous a donné sa proposition d'accord. C'était un ultimatum. Vous acceptez, ou vos banques ne rouvriront jamais leurs portes.

Nous lisons leurs propositions. Elles étaient absolument toxiques ... totalement non viables et toxiques. Ils voulaient que nous engagions une nouvelle austérité ridicule, que nous augmentions la TVA sur les hôtels de nos îles de l'Egée de 6% à 23%, quand en Turquie, il est de 7%, que nous réduisions les pensions des retraités les plus pauvres d'un tiers. La liste des horreurs sur lesquelles ils insistaient était sans fin.

Pendant des mois, ils ont asphyxié notre gouvernement et l'économie avec simultanément un bank run et un resserrement des liquidités, ils exigeaient que notre état stressé rembourse le Fonds Monétaire International au détriment de sa propre substance en décomposition, et ils ont freiné les négociations jusqu'à ce que nous arrivions au bord de la falaise. Et à ce moment ils ont fait le genre de proposition qu'on fait quand on ne veut pas d'accord. La question est: Pourquoi donc faisaient-ils cela?

Ont-ils tout fait pour que nous acceptions ces réformes? Bien sûr que non. Nous souhaitions désespérément introduire des réformes. Quand ils parlaient de réformes, ce n'est pas de réformes qu'ils parlaient. Ce n'est pas une réforme de réduire la pension mensuelle d'un retraité de 300 euros par mois à 200 euros par mois. Nos propositions de réforme du système de retraite étaient de véritables réformes - nous avons un plan pour utiliser comme levier les biens publics afin de créer des investissements versant des dividendes qui, à leur tour, soutiendraient les fonds de pension. Nous avons proposé une restructuration des fonds de pension et des restrictions drastiques sur la retraite anticipée. Mais cela ne les a pas intéressés.

Permettez-moi maintenant d'aborder la question de la dette. L'objectif d'une restructuration de la dette est de réduire les nouveaux prêts nécessaires pour sauver un débiteur en faillite. Les créanciers offrent un allègement de la dette pour obtenir plus de valeurs en retour et réduire les nouveaux financements. Les créanciers de la Grèce ont fait le contraire. Ils ont refusé de restructurer la dette et insisté pour que nous nous endettions de plus en plus, dans des conditions rendant le remboursement impossible.

Au cours des négociations, je ne cessais de suggérer à nos créanciers une série de swaps intelligents de la dette qui auraient deux objectifs: réduire au minimum les nouveaux prêts, et s'assurer que la Grèce bénéficie du même soutien de la BCE dont le reste des Etats membres de la zone euro bénéficient quotidiennement, ce qui est la meilleure façon de cesser d'emprunter auprès des contribuables européens. Ils ont rejeté mes propositions et ont imposé un nouveau prêt qui est le double de ce qui était nécessaire.

Nos propositions n'ont même pas été rejetées: elles n'ont jamais été discutées, c'est ça le vrai problème! Même si nous étions habilités à dire qu'elles étaient techniquement rigoureuses et juridiquement solides, la volonté politique de l'Eurogroupe était de les ignorer, de laisser les négociations échouer, de fermer nos banques, et de forcer le gouvernement grec à capituler sur tout - y compris sur un nouveau prêt massif beaucoup plus important que ce que nous avons proposé.

Pourquoi?

Donc, retour à la terrible question: Pourquoi les créanciers de la Grèce préfèrent-ils un nouveau paquet de prêts plus grand que nécessaire? Pourquoi ignoraient-ils nos propositions de réforme dont ils savaient que nous pouvions et voulions les mettre en œuvre? Pourquoi ont-ils gaspillé l'opportunité que nous représentions en tant que gouvernement ayant le soutien de la grande majorité du peuple grec? Nous pouvions demander aux Grecs de prendre un remède amer, mais pas toxique, de la médecine réformatrice. Pourquoi ont-ils exigé que le médicament soit toxique et non thérapeutique?

Il n'y a pas de réponse économique ici. La seule réponse est en termes de puissance politique. La plus grande crainte de la Troïka était que notre gouvernement puisse réussir. Que sa grande sagesse et son autorité à elle, la Troïka, soient mises en cause par vous, chers amis, par les peuples d'Europe. La Troïka ne se préoccupe pas de la plaie purulente permanente qu'est la Grèce. Le ministre allemand des Finances n'est même pas préoccupé par le remboursement des contribuables allemands.

Ceux qui dirigent le spectacle en Europe sont prêts à verser beaucoup plus d'argent de leurs contribuables dans la fosse sans fond grecque, pendant que les Grecs souffrent, si c'est la seule façon qu'ils ont de perpétuer leur contrôle sur leur propre peuple.

- La dette est le pouvoir du créancier et la dette insoutenable donne aux créanciers encore plus de puissance.
- Ils ne voulaient pas rembourser votre argent.
- Ils voulaient renverser notre gouvernement à vos frais.
- Encore mieux, ils nous voulaient étendus un lit de clous, dépendant de leur bon vouloir, et

les en remerciant.

- Ils voulaient humilier le seul gouvernement qui a osé questionner la logique d'une politique économique illogique.

Notre longue négociation de cinq mois fut un conflit entre le droit des créanciers de gouverner un pays débiteur et le droit démocratique des citoyens de cette nation d'être autogouvernés. Il n'y a jamais eu une négociation entre l'UE et la Grèce en tant qu'Etat membre de l'UE.

Voilà pourquoi je suis ici. Je suis ici parce que ce qui nous est arrivé est en train de vous arriver. La Grèce est un champ de bataille sur lequel une guerre contre la démocratie européenne, contre la démocratie française, a été tentée et testée.

En mai dernier, en marge d'une autre réunion de l'Eurogroupe, encore un autre, j'avais eu le privilège d'une conversation fascinante avec le Dr Schäuble. Nous avons parlé longuement à la fois de la Grèce et de l'avenir de la zone euro. Plus tard ce jour-là, l'ordre du jour de la réunion de l'Eurogroupe comportait un article sur les changements institutionnels à venir pour renforcer la zone euro. Dans ces conversations, ce que le Dr Schäuble prévoyait pour l'Europe est devenu très clair. Il était également clair que la grande majorité des ministres des Finances étaient d'accord. Michel Sapin n'était pas parmi ceux-là, mais, je ne me souviens pas de l'avoir vu contester ouvertement la vision de Dr Schäuble. Clairement, la France n'est plus ce qu'elle a été...

Et quel est le plan? François Mitterrand savait que la zone euro avait été mal construite. Il croyait que la première grande crise de l'euro obligerait ses successeurs à introduire l'union politique nécessaire pour sauver l'Europe d'une fragmentation semblable à celle des années 1930. Il avait tort.

Une crise à grande échelle est bien sûr inévitable lorsque le contrôle sur l'argent de différentes nations est concédé à des "technocrates" déconnectés de tout processus parlementaire susceptible de l'infléchir si nécessaire. Une fois que la crise inévitable éclate, les intérêts nationaux refont surface sur un mode vengeur. L'histoire a prouvé que Mitterrand avait tort: La crise a opposé une nation fière à un autre et a repoussé à un avenir lointain une solution fédérale.

Nous sommes restés avec le plan de Dr Schäuble: Un seigneur du budget Eurozonal (peut-être une version glorifiée de président de l'Eurogroupe) muni uniquement de pouvoir négatif, ou de veto, sur les budgets nationaux. Sur le budget de la France, pour être précis. Un Eurogroupe qui devient de plus en plus puissant pendant que la Commission européenne se fane à l'arrière-plan, confinée à des questions d'importance mineure.

A ceux qui disent «*plus d'Europe*» et parlent en faveur d'une «*union politique*», je dis: méfiez-vous! L'Union soviétique était aussi une union politique. La question est: Quel genre d'union politique? Un royaume démocratique de prospérité partagée? Ou une cage de fer pour les peuples d'Europe?

Une démocratie fédérale comme l'Allemagne, les Etats-Unis ou l'Australie, permettez-moi de vous le rappeler, est fondée sur la souveraineté de ses citoyens, comme en témoigne le pouvoir de ses représentants fédéraux de légiférer au nom du peuple souverain.

En contraste, le Plan Schäuble conçoit seulement des pouvoirs négatifs: Un seigneur du budget qui peut seulement dire «non», mais a une capacité très limitée de recycler les excédents vers les régions déficitaires de l'Europe - ce qu'un système fédéral ferait.

Le problème posé par ce plan est double. Premièrement, il ne permet pas de protéger et de gérer la macro-économie de la zone euro. Deuxièmement, il viole les principes fondamentaux de la démocratie libérale occidentale.

Alors, que vient faire la Grèce dans tout cela? Elle est utilisée dans une sorte de conte moral, pour vous démontrer à vous ce qui vous attend si vous résistez à cette version disciplinaire de l'union politique. Le Grexit est conçu comme une menace pour forcer le peuple de France à accepter comme un moindre mal l'austérité permanente, la crise permanente et le contrôle de votre destin par des irresponsables, des gens sans visage, des pseudo-technocrates économiquement analphabètes.

Ne vous méprenez pas: Notre gouvernement a été écrasé, car nous avons osé dire non à la Troïka à une époque où elle avait des plans pour venir à Paris. Vous ne pourrez pas dire que vous n'avez pas été prévenus. "Nous sommes tous des Grecs désormais" non pas parce qu'il y a quelque chose de supérieur chez les Grecs, mais parce que le printemps d'Athènes a allumé une petite bougie d'espoir chez tous les Européens. Une bougie que la Troïka devait éteindre à tout prix, de peur que son autorité soit contestée par le spectre de la démocratie.

### **Perte de la souveraineté sur les ministères clés de l'Etat**

Une des choses les plus choquantes pour moi, après que je fus devenu ministre des Finances, fut de comprendre à quel point cinq ans de règne de la Troïka avaient transformé l'Etat grec en fromage suisse. Des pans entiers de notre gouvernement avaient été engloutis par la Troïka, leur répondant directement à eux, ne rendant pas compte aux ministres, voire au Parlement.

Et ce n'était pas seulement la Banque de Grèce, qui était incorporée dans la Banque centrale européenne et qui, au lieu d'aider notre gouvernement (comme il était prévu que les banques centrales le fassent), nous a asphyxiés. Non, je pense à d'autres institutions cruciales comme le Fonds hellénique de stabilité financière - HFSF - (qui détient pour le compte de l'Etat toutes les banques), à l'instance qui gère toutes les privatisations, à l'Office statistique et, bien sûr, au secrétariat de mon propre ministère.

Quand j'ai décidé de réduire les énormes salaires des gestionnaires de HFSF, nommés en grande partie par la Troïka, je reçus une lettre de M. Thomas Wieser, le président du groupe de travail euro, un fonctionnaire clé de la Troïka, qui m'a dit que je ne pouvais pas le faire sans son approbation. Dans un pays où la Troïka exige des réductions de salaire et de retraite constants, le ministre ne peut pas réduire les salaires exorbitants des favoris garçons et filles de la Troïka - salaires versés par notre nation en faillite.

À une autre occasion, je essayé d'interroger le secrétariat de mon propre ministère à propos du retard de quatre mois qui affectait l'ouverture de l'application Web par laquelle les entreprises soumettent leurs déclarations de revenus. Or durant ces quatre mois notre état était asphyxié et avait grand besoin de recettes fiscales. On m'a dit que je n'avais aucune autorité



sur le Secrétariat des recettes publiques, qui était effectivement directement relié à la Troïka. Bientôt, au cours des négociations, la Troïka donna plus d'autonomie au secrétariat général qui aidait à l'asphyxie de notre état!

Et quand, après ma démission, je parlai à un groupe de financiers de mon plan pour rétablir la souveraineté nationale sur ce secrétariat particulier, je fus soudain confronté à une campagne, par les médias grecs amis de la Troïka, dont le but était de me faire inculper pour ... haute trahison.

Je vous dis tout cela afin que vous soyez avertis. Lorsque la Troïka viendra à Paris, en personne ou en esprit, sachez ceci: une privation hideuse de souveraineté nationale sera imposée aux ministres français aussi - si ce n'est pas déjà fait.

### **Déficit démocratique**

Permettez-moi de revenir à la fin Juin. Le premier ministre Tsipras avait annoncé le référendum car nous n'avions le mandat ni d'accepter un accord non-viable, ni d'entrer en conflit avec l'Europe. Donc, nous avons demandé au peuple grec de donner son avis sur l'ultimatum.

Lors de la réunion de l'Eurogroupe qui a suivi, le 27 Juin, je suis fustigé par plusieurs ministres des Finances pour avoir posé des questions financières complexes à des gens ordinaires. Quoi? N'est-ce pas une question de démocratie? Poser des questions complexes aux gens ordinaires, sur la base de : une personne, une voix? Avais-je bien entendu? L'Eurogroupe - l'organe de la plus grande économie du monde où toutes les décisions qui façonnent nos économies sociales sont prises - me jetait la démocratie au visage?

Lors de cette réunion, le président Dijsselbloem a annoncé qu'il était sur le point de convoquer une deuxième réunion tard dans la soirée, sans moi: sans que la Grèce ne soit représentée. Je protestais qu'il ne pouvait pas, de lui-même, exclure le ministre des Finances d'un État-membre de la zone euro et j'ai demandé un avis juridique sur la question.

Après une courte pause, l'avis est tombé du Secrétariat de l'Eurogroupe: "*L'Eurogroupe n'existe pas dans le droit européen. C'est un groupe informel et, par conséquent, aucune règle écrite ne peut contraindre son président*". Aucune règle écrite, aucun procès-verbal (permettant aux citoyens de voir ce qui a été dit en leur nom), aucun respect pour la démocratie. Voilà l'institution qui décide pour vous et moi, pour vos enfants et les miens. Est-ce l'Europe pour laquelle Adenauer, De Gaulle, Brandt, Giscard, Schmidt, Kohl, Mitterrand, etc. avaient travaillé? Ou est-ce l'épithète de l'Europe que nous avons toujours pensée être notre point de référence, notre boussole?

Une semaine plus tard, le peuple de Grèce, malgré les banques fermées et la peur exploitée par des médias grecs corrompus, a prononcé un NON retentissant au référendum. Le lendemain, le Sommet Euro a répondu en imposant à notre Premier ministre un accord qui ne peut être décrit qu'en termes de capitulation de notre gouvernement. Et l'arme de choix du Sommet Euro? La menace illégale d'amputer la Grèce de la zone euro.

Quoi qu'on pense de notre gouvernement, et malgré les divisions que cette capitulation a occasionnées entre nous, cet épisode restera dans l'histoire de l'Europe comme le moment où l'Europe officielle a déclaré la guerre à la démocratie européenne. La Grèce a capitulé, mais c'est l'Europe qui a été défaite.

## **Notre mécontentement**

Comme vous avez pu l'entendre, cette nuit-là j'ai été en désaccord avec le Premier ministre Tsipras et j'ai démissionné. Nous avons été en désaccord sur un certain nombre de questions auparavant.

Le fait d'avoir concédé à la Troïka fin avril des excédents primaires ridiculement élevés, sans mon consentement, a été une façon d'enhardir nos créanciers. Une fois que vous acquiescez sur des excédents primaires élevés, vous acceptez une nouvelle austérité, vous signalez que vous n'êtes pas vraiment sérieux quand vous parlez de restructuration de la dette. Et une fois que vous cédez sur l'austérité et la dette, la Troïka sait que vous êtes battu. Tout ce qu'ils avaient à faire était d'attendre notre capitulation.

La raison pour laquelle je ne l'ai pas démissionné alors, fin Avril et début mai, c'était que j'étais certain que la Troïka ne donnerait pas à mon Premier ministre un accord à moitié décent, même après qu'il leur eut accordé presque tout ce qu'ils avaient demandé. Car leur but était notre humiliation, plutôt qu'un accord très dur d'austérité. Et donc j'ai attendu que Alexis durcisse le ton. Le référendum lui a donné cette chance.

Lorsque l'Eurogroupe a demandé à la BCE de fermer nos banques en représailles à notre référendum - les mêmes banques que la BCE avait déclaré à plusieurs reprises être insolvables - je recommandais deux ou trois actes en représailles de notre côté. Quand je fus mis en minorité au sein de notre cabinet de guerre, je savais que c'était fini.

Et pourtant les personnes courageuses de Grèce, en dépit de la propagande menée par les oligarques de la télévision et de la radio, ignorant les banques fermées, avaient voté un retentissant «Non» à la capitulation. Cette nuit-là Danae et moi avons senti que nous avions une autre chance. Ou que, à tout le moins, nous devrions démissionner si nous pensons que nous avons usé toutes nos armes, prenant la rue avec notre peuple courageux. «Pas en notre nom» aurait dû être notre réponse de défi à la demande de la Troïka que nous signions son catastrophique «nouveau» plan.

Ces désaccords entre Alexis Tsipras et moi sont maintenant de l'eau sous le pont. Je suis désolé que nos chemins aient divergé. En particulier, je me déssole d'entendre mon camarade se battre pour appuyer un programme dont il sait qu'il n'est pas fait pour marcher.

Pouvons-nous aller de l'avant unis dans la différence? La gauche n'a pas si le faire dans le passé. Cela s'améliore maintenant. Nous devons laisser la porte ouverte à tous ceux qui ont l'envie et la capacité de nous rejoindre dans la lutte pour récupérer l'intégrité et l'âme de l'Europe. Pour démocratiser la zone euro.

Une fausse, mais divertissante, histoire de l'euro

Pourquoi nous, Européens, avons créé l'euro? Une réponse peu analytique mais divertissante:

Les Français craignent les Allemands

Les Irlandais voulaient échapper à la Grande-Bretagne

Les Grecs étaient terrifiés par la Turquie

Les Espagnols voulaient devenir comme les Français

Les Italiens du Sud voulaient des droits migrateurs vers... l'Allemagne

Les Italiens du Nord voulaient devenir allemands

Les Néerlandais et les Autrichiens étaient presque tous devenus allemands

Les Belges ont cherché à guérir leurs profondes divisions en rejoignant à la fois la Hollande et la France sous l'égide d'un Deutsch mark reconfiguré

Les pays baltes frissonnaient à la pensée d'une résurgence de la Russie

Les Slovaques n'avaient nulle part où aller après la séparation d'avec leurs frères tchèques

La Slovénie fuyait les Balkans

La Finlande devait faire quelque chose que la Suède ne ferait pas

Et, enfin, les Allemands craignaient les ...Allemands !

Comme tous les gros mensonges, cette liste contient d'importantes petites vérités. Les Français craignaient vraiment les Allemands. Et les Allemands avaient des raisons de craindre cette peur, ainsi que la capacité à l'autodestruction de leur propre État-nation.

Sur ce point, je tiens à différer de ceux qui ont imputé la crise de l'Europe "à l'Allemagne" et "aux Allemands". Je me suis toujours opposé à cela pour deux raisons.

Tout d'abord, "*les Allemands*" ça n'existe pas. Pas plus que "*les*" Grecs. Ou "*les*" Français. Quiconque connaît les sociétés allemande, grecque, française sait qu'il y a beaucoup plus de différences de caractère, de vertu ou d'opinion parmi les Grecs, les Français ou les Allemands qu'il n'y a de différences entre Allemands, Français et Grecs.

La deuxième raison pour laquelle je m'oppose à la censure de l'Allemagne est que Paris porte une plus grande responsabilité que Berlin dans notre pagaille actuelle. Permettez-moi de vous ramener au 18 Septembre 1992. Ce jour-là, deux jours avant que les Français ne votent lors du référendum sur le traité de Maastricht, Le Figaro avait écrit:

*Les adversaires de Maastricht craignent que la monnaie commune et la nouvelle Banque centrale ne fortifient la supériorité du Deutsche Mark et de la Bundesbank. Mais c'est exactement le contraire qui va se passer. Si elle vient à Maastricht, l'Allemagne devra partager sa puissance financière avec les autres. «L'Allemagne paiera», disaient-ils dans les*

*années 1920. Aujourd'hui, l'Allemagne paie vraiment. Maastricht est le Traité de Versailles sans la guerre.*

Aucun Allemand ne pouvait pardonner une telle insensibilité. Que l'establishment français lutte de cette façon pour convaincre un électorat français sceptique de voter «OUI» au référendum n'était pas une excuse.

Le Traité de Versailles de 1919 a condamné les Allemands à la misère indicible, a humilié la fière nation allemande, et a préparé le terrain aux voyous nazis. Les nazis seraient restés une note historique en bas de page s'il n'y avait pas eu les réparations impossibles du traité de Versailles.

Ce ne fut pas seulement le capricieux éditorial de certains journaux français. Le Président De Gaulle avait également envisagé l'union monétaire avec l'Allemagne comme "*la guerre par d'autres moyens*", précisément dans l'esprit du Figaro. Et puis en 1983, lorsque François Mitterrand a décidé d'abandonner les politiques anti-austérité du gouvernement socialiste pour apaiser les marchés et la Bundesbank, Jacques Delors a fait valoir qu'il embrassait l'austérité parce que l'austérité pouvait être seulement vaincue au niveau européen. Le plan de Delors était de capturer une institution chérie par le peuple allemand, la Bundesbank, de la subsumer dans une banque centrale française dominée, et d'étendre en Allemagne et au reste de l'Europe des politiques chères au cœur de Paris.

Oui, il est vrai que j'en ai eu assez d'entendre les politiciens allemands, comme Wolfgang Schäuble, parler et encore parler sur la sainteté de règles inapplicables. Mais nous devons être honnêtes: les élites de la France sont responsables d'avoir mis les élites de l'Allemagne sur la défensive. Les diplômés des Grand Écoles françaises tiennent des beaux discours sur le bien commun de l'Europe, mais en réalité, ils ont tenu à sacrifier les intérêts de la majorité du peuple français sur l'autel de leur étroit intérêt. Ils n'ont cessé d'exiger de leur propre peuple et du reste de l'Europe de faire des sacrifices afin que la classe dirigeante de la France prospère, avec des Deutsch mark ou des euros plein les poches.

L'euro a changé tout cela. Enfermés dans son étreinte d'acier, les administrateurs sophistiqués de la France se rendent compte maintenant que l'union monétaire ne va pas leur offrir l'Allemagne sur un plateau. En effet, ils se rendent compte que non seulement ils ne gagnent pas sur l'Allemagne mais qu'ils perdent la France. Cela ne nous offre, à nous humanistes européens engagés, aucun réconfort. Nos peuples en France, en Allemagne, en Grèce, en Finlande souffrent de la manipulation inepte par nos prétendues élites de la crise inévitable de l'euro.

### **Les fourmis et les sauterelles**

Pour en revenir à ce vieux manifeste avec lequel j'ai commencé mon discours, il reste vrai que l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte de classes. La seule force politique qui l'a oublié est la ... Gauche. La droite n'a jamais cessé de poursuivre la guerre de classe dans la pratique tout en utilisant chaque crise pour opposer les unes aux autres les nations fières.

L'idée que les fourmis vivent toutes dans le Nord et les sauterelles toutes dans le Sud, en plus de l'Irlande, est absurde. Il y a des fourmis et il y a des sauterelles dans chacune de nos

nations. Pendant les «bons» moments de la zone euro, les sauterelles du Nord et les sauterelles du Sud ont dévoré frénétiquement. Et quand leurs péchés ont conduit à la crise, ce sont les fourmis du Nord et les fourmis du Sud qui ont été forcées de payer la facture.

La Troïka et l'Eurogroupe sont les instances qui ont endossé l'agenda des sauterelles de l'Europe officielle, partout en Europe, tournant les fourmis du Nord contre les fourmis du Sud dans une Europe qui est en train de perdre son âme du fait des stéréotypes, des dénis et à cause des sales prétendues élites extrêmement déterminées à ne pas lâcher les leviers du pouvoir mal acquis.

En 1929, un accident à Wall Street a commencé le processus qui a démantelé la monnaie commune de l'époque - le Gold Standard. En 2008, un autre accident à Wall Street a commencé le processus de fragmentation de la zone euro. À ces deux occasions, les Français se retournèrent contre les Allemands, les Allemands contre les Français, avant que les Français ne se retournent contre les Français, les Grecs contre les Grecs et les Allemands contre les Allemands. À ces deux occasions, dans les années 1930 et maintenant, les seuls bénéficiaires ont été les bigots, les nationalistes, les xénophobes, les misanthropes. L'œuf du serpent n'a pas mis longtemps à éclore dans de telles circonstances.

### **Anti-nationaliste, anti-nazi**

Voilà pourquoi il est si important que nous évitions de commencer des phrases par «*Les Allemands ceci*» ou «*Les Français qui*» ou "*Les Grecs*". Voilà pourquoi il est impératif que nous comprenions que "les" Allemands, "les" Grecs ou "les" Français n'existent pas. Que nous sommes tous des Européens face à une crise très européenne.

Lors de ma première visite à Berlin, au cours de la conférence de presse que je donnais avec le Dr. Wolfgang Schäuble, j'ai dit:

*En tant que ministre des Finances d'un gouvernement confronté à des circonstances d'urgence causées par une crise de dette déflationniste sauvage, je pense que la nation allemande est celle qui peut le mieux nous comprendre. Personne ne peut mieux comprendre que les gens de ce pays à quel point une économie très déprimée, soumise à un rituel d'humiliation nationale et de désespoir sans fin, peut voir éclore l'œuf du serpent en son sein. Quand je rentrerai à la maison ce soir, je vais me retrouver dans un Parlement où le troisième plus grand parti est un parti nazi.*

*L'Allemagne peut être fière du fait que le nazisme a été éradiqué ici. Mais c'est l'une des ironies cruelles de l'histoire que le nazisme ait montré son visage laid en Grèce, un pays qui a mené une forte lutte contre lui. Nous avons besoin du peuple de l'Allemagne pour nous aider à lutter contre la misanthropie. Nous avons besoin que nos amis allemands restent fermes dans le projet européen de l'après-guerre; c'est à dire, ne plus jamais permettre une dépression comme celle des années 1930, divisant les fières nations européennes. Nous ferons notre devoir à cet égard. Et je suis convaincu que c'est ce que feront nos partenaires européens.*

Donc, jamais plus de stéréotypes sur les Grecs, les Allemands, les Français, tout le monde.

Tendons la main à tous ceux qui veulent refaire de l'Europe un royaume démocratique de prospérité partagée.

## CONCLUSION

Je vous ai assez fatigués. Laissez-moi en mon nom et en celui de Danaé, exprimer nos profonds remerciements à Arnaud Montebourg et Aurélie Filippatti pour leur hospitalité, leur amitié et pour nous avoir permis de vous rencontrer vous tous aujourd'hui - pour cette occasion de commencer quelque chose d'important, ici, à Frangy.

La France est le laboratoire de l'Europe. En apportant en France l'esprit du printemps d'Athènes on peut donner à l'espoir une autre chance.

Chers amis, la diversité et la différence n'ont jamais été le problème de l'Europe.

Notre continent a commencé à se réunir avec de nombreuses langues et des cultures différentes, mais il est en train de finir divisé par une monnaie commune.

Pourquoi? Parce que nous laissons nos dirigeants faire quelque chose qui ne peut pas être fait: dépolitiser l'argent, pour faire de Bruxelles, de l'Eurogroupe, de la BCE, des zones franches apolitiques.

Quand la politique et l'argent sont dépolitisés, ce qui se passe c'est que la démocratie meurt. Et quand la démocratie meurt, la prospérité est confinée au très petit nombre de gens qui ne peuvent même pas en profiter derrière les portes et les clôtures qu'ils ont eu besoin de construire pour se protéger de leurs victimes.

Pour contrer cette dystopie les peuples d'Europe doivent croire à nouveau que la démocratie n'est pas un luxe offert aux créanciers et refusé aux endettés.

Peut-être le temps est-il venu d'un réseau européen dont l'objectif explicite soit la démocratisation de l'euro. Pas un autre parti politique, mais une coalition inclusive paneuropéenne de Helsinki à Lisbonne et de Dublin à Athènes, s'engageant à passer de l'Europe de «*Nous, les gouvernements*» à l'Europe «*Nous, le peuple*». S'engageant à mettre fin au jeu du blâme. Attaché à la maxime selon laquelle il n'existe rien de tel que "les" Allemands, "les" Français ou "les" Grecs.

Le modèle des partis nationaux qui forment des alliances fragiles au Parlement européen est obsolète. Les démocrates européens doivent se réunir d'abord, former un réseau, établir un programme commun, et ensuite trouver des façons de se connecter avec les communautés locales et au niveau national.

Le réalisme exige de notre nouveau réseau européen de chercher des moyens d'adapter les institutions européennes existantes aux besoins de nos peuples. D'être modestes et d'utiliser les institutions existantes de façon créative. Pour oublier, au moins pour l'instant, les modifications des traités et les mesures fédérales qui ne pourront suivre que lorsque nous, et le spectre de la démocratie, aurons mis fin à la crise.

Prenez les quatre domaines où la crise de l'Europe se déroule. La dette, les banques, l'insuffisance des investissements et la pauvreté. Ils sont tous les quatre actuellement laissés dans les mains des gouvernements qui sont impuissants à agir sur eux. Européanisons les!

Que les institutions existantes gèrent une partie de la dette des États-membres, place les banques en faillite sous une juridiction européenne commune, donne à la BCE la tâche d'administrer un programme pan-européen de récupération de l'investissement. Et, enfin, utilisons les bénéfices comptables accumulés dans le Système européen de banques centrales pour financer un programme de lutte contre la pauvreté partout en Europe - y compris en Allemagne.

J'appelle ça un programme primordial d'eupéanisation décentralisée car il eupéanise nos problèmes communs, mais ne propose pas de trésor fédéral, pas de perte de souveraineté, pas de transferts fiscaux, pas de garanties allemandes ou françaises pour la dette irlandaise ou grecque, pas de modifications des traités, pas de nouvelles institutions. Il donne plus de liberté aux gouvernements élus. Il limite leur impuissance. Il rétablit le fonctionnement démocratique de nos parlements.

Il y a quelques années, Michel Rocard a défendu cette proposition, et en a même écrit la préface. Ce peut être le point de départ des réflexions de notre réseau paneuropéen réunissant la gauche française, la gauche radicale grecque, une société allemande plus confiante, et même les conservateurs qui reconnaissent que les dispositions actuelles empoisonnent la démocratie et font dérailler nos économies.

Nous ne sommes pas d'accord sur tout. Démarrons avec l'idée commune que la zone euro doit être démocratisée.

Lorsqu'on a demandé à Gandhi ce qu'il pensait de l'Union Européenne, il a répondu par son célèbre: "... *Ce serait une très bonne idée*".

Si l'on nous demandait ce que nous pensons de notre Union européenne aujourd'hui, nous dirions: "*Quelle idée splendide! Si seulement nous pouvions la retirer!*"

Nous pouvons la retirer. Tout ce que nous devons faire est d'aider le spectre de la démocratie à hanter ceux qui la détestent.

Permettez-moi de terminer en ajoutant aux idéaux français de la liberté, de fraternité et d'égalité des notions que notre Printemps d'Athènes a mises en avant et que la nouvelle Europe doit de nouveau embrasser: l'espoir, la rationalité, la diversité, la tolérance et, bien sûr, la démocratie.

-